*Les mentions en rouge constituent des commentaires ou des éléments non obligatoires pour lesquels la collectivité devra faire un choix.*

**ARRETE PORTANT NOMINATION PAR VOIE DE PROMOTION INTERNE POUR EFFECTUER UN STAGE DANS LE CADRE D’EMPLOIS DE …**

**De MONSIEUR /MADAME…………*(catégorie A OU B)***

Le Maire (ou le Président) de ...

Vu le code général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 modifié relatif aux positions de détachement, hors-cadres, de disponibilité, de congé parental et de congé de présence parentale des fonctionnaires territoriaux ;

(le cas échéant, si agent à temps non complet)*Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions dans des emplois permanents à temps non complet ;*

Vu le décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la Fonction Publique territoriale ;

Vu le décret n°2006-1695 du 22 décembre 2006 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d’emplois des fonctionnaires de catégorie A de la fonction publique territoriale ;

OU

Vu le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d’emplois des fonctionnaires de la catégorie B relevant du NES (nouvel espace statutaire) de la Fonction Publique Territoriale ;

OU pour les autres grades :

Vu le décret n° 2002-870 du 3 mai 2002 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d’emplois des fonctionnaires de catégorie Bde la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° … du … portant statut particulier du cadre d’emplois des … ;

Vu le décret n° … du …, portant échelonnement indiciaire applicable au cadre d’emplois des …. ;

Vu la délibération en date du ... créant à compter du ... le nouvel emploi de ... ;

Vu la déclaration de création (ou de vacances) de poste enregistrée sous le numéro : … ;

Vu les lignes directrices de gestion arrêtées par le Président du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de Seine et Marne (pour les collectivités affiliées) ;

(le cas échéant) Vu l’accord de ……………. (autorité de l’administration d’origine)*,* acceptant le détachement de Monsieur/Madame………… pour une durée de …………… à compter du …………………… ;

Vu l’arrêté en date du ….., à effet du ……………….classant Monsieur/Madame ……….., (grade)*……..,* au ….échelon, IB….., IM…..,(le cas échéant : avec une ancienneté de …..)*;*

Considérant que Monsieur/Madame …………a satisfait aux conditions de recrutement fixées par le décret susvisé ;

Considérant que Monsieur/Madame … est inscrit(e) sur la liste d'aptitude au grade de …..... en date du …… établie par le centre de gestion de Seine-et-Marne au titre de la promotion interne ;

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

A compter du …………..Monsieur/Madame ……….…, est nommé(e) par voie de détachement pour effectuer un stage dans le grade de …….. à temps complet (ou non complet à raison de …/35ème) pour une durée de ….… *.*

Ce stage pourra être prolongé d’une durée maximale de ………………conformément aux dispositions du statut particulier du cadre d’emplois d’accueil.

**Article 2 :**

A compter de cette date, Monsieur/Madame … est classé(e) au … échelon et sera rémunéré(e) sur la base de l’IB ... IM ... (le cas échéant) avec un reliquat d’ancienneté de …

**Article 3 :**

Pendant la durée de son détachement, Monsieur*/*Madame …..… conserve son droit à l'avancement et à la retraite dans son cadre d’emplois d'origine.

**Article 4 :**

Au cours du détachement pour stage, Monsieur*/*Madame …..… restera affilié(e) à la CNRACL (ou à l’IRCANTEC pour une durée hebdomadaire inférieure à 28 heures) et devra effectuer les versements fixés par le règlement de cette caisse sur le traitement perçu durant le détachement.

**Article 5 :**

L’intéressé(e)sera réintégré(e) dans son grade de …, s’il (ou si elle) n'est pas titularisé(e) à l'issue de son stage.

**Article 6 :**

Le Directeur Général des Services *(ou la secrétaire de mairie, le Directeur…)* est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à l’intéressé(e).

**Ampliation adressée au** :

- Président du Centre de Gestion

- Comptable de la collectivité

Fait à ................................................, le .....................................

**Le Maire *(ou le Président****)*,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette décision,

- informe que la présente décision peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun, dans le respect du délai de recours de deux mois à compter de la présente notification.

La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Notifié le

**Signature de l'agent**